

Politique de récupération normalisée

En vigueur à compter du 1^{er} avril 2006



Canadian Television Fund
Fonds canadien de télévision

Aperçu

À compter de l'exercice financier 2006-2007, le FCT n'aura plus deux structures de récupération, à savoir une pour les productions de langue anglaise et une autre pour les productions de langue française. Le FCT autorisera désormais les sociétés de production qui investissent leurs crédits d'impôt provincial dans des émissions de langue anglaise à récupérer ces montants de manière plus avantageuse que le FCT et ce, conformément au modèle jadis réservé aux sociétés qui produisaient en langue française. Le FCT s'attend à ce que ce transfert de la portion des recettes futures du FCT à des sociétés de production indépendantes favorise leur capitalisation. La valeur annuelle de ce transfert pourrait se situer entre 3 et 4 millions de dollars.

Le FCT modifie également sa politique de récupération dans le but d'améliorer la capacité des sociétés de production de trouver du financement à l'extérieur du pays, de minimiser les négociations entre le FCT et les producteurs et d'atténuer le fardeau administratif des producteurs et du FCT. Les avances de distribution consenties par des distributeurs admissibles peuvent maintenant être récupérées en totalité avant la récupération du FCT. De plus, le producteur n'est plus tenu de garder un territoire ouvert important pour permettre au FCT de récupérer son investissement en capital. Ce changement devrait donner lieu au cours des prochaines années à une perte de revenus se chiffrant entre 2 et 3 millions de dollars par année pour le FCT. Cette perte devrait toutefois être largement compensée par une augmentation du financement provenant de l'extérieur du pays dans les devis de production et par une diminution des coûts administratifs.

Les détails de la politique de récupération du FCT pour l'exercice 2006-2007 figurent ci-après.

Politique de récupération normalisée

Les producteurs qui soumettent une demande de participation au capital (c'est-à-dire la portion excédentaire au supplément des droits de diffusion) doivent permettre au FCT de récupérer son investissement d'une façon qui n'est pas moins avantageuse qu'au *pro rata* et qu'à parts égales avec tous les autres partenaires financiers (voir définition ci-dessous). Si une entente préférentielle de récupération (autre que celles mentionnées ci-après) est négociée par tout autre partenaire financier, le FCT exigera le droit au même traitement (prorata et parts égales).

La politique normalisée a été conçue dans le but de limiter les négociations d'ententes de récupération entre le FCT et les producteurs de manière à permettre aux parties d'économiser du temps et aux producteurs d'assurer la prévisibilité des structures de récupération préautorisées. Le FCT reconnaît que dans les cas de structure financière de coproductions officielles, les accords de distribution, la mise en marché et d'autres éléments varient considérablement d'un projet à l'autre. Dans de tels cas, à la seule discrétion du FCT, le FCT évaluera au cas par cas les propositions alternatives de récupération. Le FCT n'approuvera aucune entente sans qu'il soit démontré que celle-ci offre des possibilités de récupération équivalentes ou supérieures à ce qui est indiqué ci-après dans le modèle B.

Les projets sans distributeur admissible doivent suivre la structure de récupération présentée dans le modèle A. Les projets dont le distributeur est admissible doivent se conformer à la structure de récupération présentée dans le modèle B, et ce, quel que soit le niveau de l'avance de distribution consentie.

Modèle A – Sans distributeur admissible

FCT – Productions de langue anglaise et de langue française

Territoire : le monde entier

	Producteur (Crédits d'impôt provincial)	Producteur (Crédits d'impôt fédéral)	FCT	Autres partenaires financiers ¹
Palier 1 (200 % du crédit d'impôt provincial)	100 % du crédit d'impôt provincial (représentant 50 % du total des revenus nets du palier 1)	% = crédit d'impôt exprimé en % des sources de financement récupérables multiplié par 50 %	% = investissement en capital du FCT exprimé en % des sources de financement récupérables détenu par le FCT multiplié par 50 %	% = participation financière exprimée en % des sources de financement récupérables multiplié par 50 %
Palier 2 (solde du financement récupérable)	% = 0	Solde du crédit d'impôt fédéral	Solde de l'investissement du FCT	Solde des investissements des autres partenaires financiers

¹ Les « Autres partenaires financiers » incluent, mais sans s'y limiter : les investissements du télédiffuseur, les honoraires différés du producteur, les investissements de fonds privés et d'agences provinciales, les différés des services techniques et créatifs (qu'ils soient des parties liées ou non) et toute autre forme de participation d'un producteur qui est directement ou indirectement financée par les honoraires du producteur ou les frais d'administration.

Modèle B – Avec distributeur admissible

L'expression « revenus nets de distribution » (définie dans l'annexe A) s'entend des revenus bruts mondiaux provenant de la vente du projet à des utilisateurs finaux, moins :

- honoraires de distribution/commissions jusqu'à concurrence de 30 %
- dépenses de distribution jusqu'à concurrence de 10 %
- frais d'administration de 5 % à la société de production

DISTRIBUTEURS ADMISSIBLES

Les distributeurs admissibles détiennent l'exclusivité de récupération au palier 1.

LE FCT ET AUTRES PARTENAIRES FINANCIERS

Jusqu'à ce que les crédits d'impôt provincial soient totalement récupérés, ils seront récupérés à un taux de 50 % des revenus nets de distribution au palier 2. Les autres partenaires financiers, exception faite des crédits d'impôt fédéral, se partageront les 50 % restants selon leur pourcentage respectif du total des sources de financement récupérables (à l'exception de l'avance de distribution et des crédits d'impôt). Les montants non récupérés au palier 2 le seront au palier 3 au *pro rata* et à parts égales. Les crédits d'impôt fédéral seront récupérés au palier 4.

FCT – Productions de langue anglaise et française
Territoire : Le monde entier

	Distributeur admissible	Producteur (Crédits d'impôt)	FCT	Autres partenaires financiers
Palier 1	100 % = Avance de distribution	% = 0	% = 0	% = 0
Palier 2	% = 0	100 % du crédit d'impôt provincial (représentant 50 % du total des revenus nets du palier 2)	% = investissement en capital du FCT exprimé en % des sources de financement récupérables (à l'exclusion de l'avance de distribution) multiplié par 50 % des revenus restants à ce palier	% = participation financière exprimée en % des sources de financement récupérables (à l'exclusion de l'avance de distribution et des crédits d'impôt) multiplié par 50 % des revenus restants à ce palier
Palier 3	% = 0	% = 0	Solde de l'investissement du FCT	Solde des investissements des autres partenaires financiers (à l'exception des crédits d'impôt)
Palier 4	% = 0	100 % = crédits d'impôt fédéral	% = 0	% = 0

Notes : Les modalités et conditions générales présentées à l'annexe A doivent être respectées.

Au moment de déterminer la position de récupération d'un financier spécialisé, le FCT considérera comme une avance de distribution le « financement intercalaire » (une garantie financière sur des revenus futurs) provenant d'un financier spécialisé. Le FCT veillera à ce que les modalités de ce financement intercalaire soient conformes aux modalités et conditions générales de l'annexe A.

Dans tous les cas, les dépassements budgétaires approuvés, les installations et les différés de service (paiements différés à des laboratoires commerciaux, à des sociétés de location d'équipement et à des installations de postproduction) ne pourront être récupérés que lorsque le FCT aura récupéré.

Le FCT peut, à sa discrétion et uniquement au cas par cas, approuver les dépenses reliées au recours à un comédien vedette (lorsque des fonds supérieurs aux fonds budgétés sont requis pour obtenir la participation d'une vedette).

Participation aux profits : Le FCT continuera de percevoir une partie des revenus nets de distribution après récupération par les partenaires financiers de la totalité de leur participation conformément à la structure de récupération finale. Ainsi, le FCT recevra un montant équivalent à sa participation dans la production multipliée par les revenus nets de distribution. La participation aux profits du FCT ne pourra être calculée de façon moins favorable que pour tout autre partenaire financier et le sera avant toute déduction de la participation aux profits d'un partenaire ne détenant aucune participation dans le capital. Le FCT renoncera à 50 % de sa participation aux profits en faveur du producteur. Les autres partenaires financiers ne sont toutefois pas tenus de céder au producteur une partie de leur participation aux profits de la production.

Annexe A

Modalités et conditions générales

1. Distributeur admissible

Seuls les distributeurs admissibles bénéficieront d'un droit de récupération préférentiel. Pour être considéré « distributeur admissible », le distributeur doit démontrer à la satisfaction du FCT :

- que son niveau d'expérience et d'expertise est garant de sa capacité de distribuer la production télévisuelle canadienne concernée;
- que son volume et son plan d'affaires sont un gage de la viabilité financière future de l'entreprise;
- qu'il participe de façon régulière aux marchés internationaux de télévision pertinents;
- qu'il a déjà distribué des productions de nature et d'envergure semblables; et
- dans le cas de productions devant être distribuées au Canada ou, encore, au Canada et à l'étranger, que sa société de distribution est sous contrôle canadien au sens de la *Loi sur Investissement Canada*.

Pour toute question concernant cette procédure, le producteur doit s'adresser au bureau de Téléfilm Canada de sa région pour obtenir de plus amples renseignements.

Les droits de distribution internationaux doivent être offerts en premier lieu à des sociétés canadiennes de ventes à l'étranger dûment qualifiées. Lorsque des offres comparables sont faites par des sociétés canadiennes et non canadiennes, le FCT s'assurera que la priorité est accordée aux sociétés canadiennes de ventes à l'étranger.

Le FCT peut considérer comme un distributeur admissible ou comme un financier spécialiste des crédits d'anticipation, un organisme, une société d'État, un télédiffuseur ou autre entité dont le financement est assuré principalement par un gouvernement provincial ou fédéral (comme, par exemple, l'Office national du film du Canada ou CBC International Sales). Ce type de distributeur admissible public peut récupérer son avance de distribution, percevoir des droits/commissions et obtenir un remboursement de ses dépenses conformément à ce qui est prévu ci-dessous pour les distributeurs admissibles. Le FCT exercera un suivi de l'application de cette politique afin de s'assurer que les distributeurs du secteur privé ne sont pas lésés. Le FCT pourra, à sa discrétion, appliquer un modèle de récupération moins généreux pour les distributeurs admissibles obtenant un financement lorsque les avances de distribution sont majorées au détriment des niveaux historiques des droits de diffusion et des investissements en capital provenant de ces mêmes organismes.

2. Distributeurs admissibles affiliés à un télédiffuseur

Un distributeur admissible affilié à un télédiffuseur (public ou privé) peut distribuer une production dans laquelle le FCT a investi dans la mesure où les exigences et les balises qui s'appliquent sont respectées. Ces balises visent à protéger les producteurs et les sociétés de distribution contre toute pratique déloyale lorsque le télédiffuseur « déclencheur » serait affilié à une société de distribution admissible. Aux fins de l'application de cette politique, le FCT utilise la définition du mot « affilié » au sens du mot « groupe » tel que défini dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

BALISES :

Le processus de négociation des droits de distribution doit être mené séparément du processus de négociation d'une licence de télédiffusion. Il doit s'écouler un délai de deux semaines entre le moment où le producteur et le télédiffuseur ont conclu une entente de diffusion préliminaire « abrégée » et le moment où le distributeur affilié à un télédiffuseur et le producteur débutent les négociations concernant la distribution.

Ce délai vise à permettre au producteur de solliciter d'autres offres de divers distributeurs. Si le producteur choisit d'accorder les droits de distribution de sa production à un autre distributeur, le télédiffuseur ne pourra pas réduire les droits de diffusion qu'il s'est engagé à verser.

Le FCT ne permet pas que la société de distribution affiliée à un télédiffuseur obtienne de l'information provenant du télédiffuseur auquel elle est affiliée qui lui procurerait un avantage anormal dans ses négociations avec le producteur.

Le FCT veillera à ce que ces balises soient suivies et interviendra au besoin comme arbitre. Ainsi, le FCT pourra recevoir des plaintes, les évaluer et imposer d'autres mesures, à sa seule discrétion.

Si le FCT arrive à la conclusion que la société de distribution affiliée à un télédiffuseur a profité d'un avantage anormal ou a usé de coercition au cours du processus de négociation décrit ci-dessus, le FCT peut disqualifier la société de distribution et la rendre non admissible pour une période de deux ans. Le FCT effectuera une vérification annuelle de sa politique afin de s'assurer que l'admissibilité accordée aux sociétés de distribution affiliées à un télédiffuseur ne nuira pas à l'industrie de la distribution dans son ensemble.

3. Honoraires du distributeur

Les honoraires de distribution ne peuvent être supérieurs à 30 % des revenus bruts, et ce, quels que soient le support, la langue ou le territoire. Cette mesure inclut les ventes suivantes :

- la diffusion ;
- la diffusion non commerciale ;
- la vente de vidéocassettes ;
- la location de vidéocassettes (ou une redevance de 20 % payable au producteur)

Dans certaines situations exceptionnelles, le FCT évaluera les demandes pour des redevances perçues sur les revenus bruts contrairement aux présentes modalités et conditions générales.

La commission des distributeurs n'achetant que des droits non commerciaux (par ex. : pour les écoles, les bibliothèques, etc.), sans percevoir de commissions de tout autre média, sera établie en fonction du niveau historique de redevances payables au distributeur, qui est de 70 %.

Tous les honoraires du distributeur doivent inclure les honoraires/commissions des sous-distributeurs, agents et distributeurs locaux.

Le FCT permettra aux sociétés de production non affiliées à un distributeur de percevoir 15 % des revenus de leurs ventes directes (exception faite des préventes prévues dans la structure financière de la production), et ce, quel que soit le média, la langue ou le territoire. Cette mesure s'applique également aux distributeurs non admissibles.

Les honoraires pour les médias non spécifiés ci-dessus (par ex. : produits dérivés, publication de musique) doivent être négociés au cas par cas.

4. Dépenses de distribution

Les dépenses de distribution pour l'exploitation d'une production doivent avoir été réellement encourues et être vérifiables. Elles ne doivent inclure que les dépenses raisonnables jusqu'à un maximum de 10 % des recettes brutes. Les droits et les cachets de redevance habituellement prévus par les conventions collectives sont exclus de ce maximum de même que les frais de doublage et de sous-titrage. Ces derniers frais sont limités aux coûts de fabrication d'une copie maîtresse d'une langue et d'une copie intermédiaire qui servira à fabriquer les copies pour la distribution.

Les dépenses de distribution peuvent excéder les recettes brutes de 10 % au cours des deux premières années de comptabilisation de la production, à la condition qu'un rapprochement des comptes soit effectué à la fin de la deuxième année (soit au quatrième semestre de comptabilisation). À la fin de cette période de deux ans, le total cumulatif des dépenses de distribution ne doit pas excéder 10 % du total des recettes brutes.

Les dépenses de distribution admissibles sont les coûts liés à la création d'une campagne de promotion, à la publicité, à la production du matériel nécessaire à la mise en marché, à

l'impression, à la fabrication de copies pour la distribution et autres coûts liés. Ces derniers coûts incluent l'emballage, le transport, l'assurance, les tarifs douaniers, les taxes sur les produits importés, les frais de certification par le bureau de censure ainsi que les droits d'inscription et de participation aux festivals et aux marchés (par ex. : les prix Géméaux), incluant les frais de déplacement et d'hébergement des acteurs et des réalisateurs. Les frais de distribution doivent être nets de toute aide financière non remboursable que le distributeur a obtenue de Téléfilm Canada, du FCT ou de toute autre source.

Tous les coûts qui ne sont pas spécifiquement indiqués ci-dessus sont des dépenses de distribution non admissibles. Elles comprennent, entre autres, les frais de déplacement et d'hébergement des producteurs, des distributeurs et de leurs employés.

Le FCT permettra aux sociétés de production non affiliées à une entreprise de distribution de déduire les dépenses encourues des recettes de leurs ventes directes de la même manière que les distributeurs.

5. Frais de recouvrement

Pour les revenus provenant de distributeurs non liés, les sociétés de production peuvent percevoir 5 % des revenus nets de distribution, payables au FCT, qui déduction faite des honoraires et des dépenses admissibles. Ce 5 % constitue une compensation pour les frais d'administration reliés à la collecte, à la comptabilité et la remise des revenus de distribution et des redevances de retransmission.

6. Autres exigences

- 1.1 Les retenues d'impôts doivent être incluses dans les revenus bruts du distributeur pour la période où elles ont été perçues par le distributeur (par ex. : un distributeur ne peut calculer les honoraires, les commissions et les dépenses que sur les revenus bruts qui lui ont été versés et non sur les montants retenus à la source par les instances gouvernementales). Autrement dit, les retenues d'impôt ne sont pas considérées comme des dépenses de distribution.
- 1.2 La part du FCT sur les redevances de retransmission télévisée et musicales (par ex. : les redevances versées à la SOCAN) doit être versée directement au FCT sans aucune déduction. Il incombe aux producteurs de percevoir et de redistribuer les redevances de retransmission et les droits musicaux aux différents investisseurs.
- 1.3 La récupération croisée des revenus perçus et des dépenses engagées en Amérique du Nord avec les revenus et les dépenses d'autres territoires n'est pas autorisée.
- 1.4 La récupération croisée des revenus perçus et des dépenses engagées pour certains titres avec les revenus et les dépenses d'autres titres du distributeur n'est pas autorisée.
- 1.5 Les honoraires d'intermédiaire pour l'organisation du financement ou pour l'exploitation commerciale de la production (y compris pour le financement intercalaire excessif)

doivent être inclus dans le calcul des honoraires du producteur et des frais d'administration. Les honoraires payables aux partenaires financiers relativement à des responsabilités qui sont habituellement dévolues au producteur (y compris télédiffuseur, distributeurs et agences) devraient être inclus dans le plafond ou, encore, réduits des montants récupérables par lesdits partenaires financiers.

- 1.6 Une production peut faire partie d'une offre groupée si :
 - a) le distributeur a fait tous les efforts possibles pour vendre la production séparément de manière à en maximiser les revenus;
 - b) la répartition des revenus et des dépenses entre les productions comprises dans l'offre groupée est juste et raisonnable; et
 - c) les rapports de distribution font état (au moyen de notes) de toute vente groupée et comprennent l'état des revenus et des dépenses spécifiques à la production.
- 1.7 Les intérêts sur les avances de distribution/minimum garantis, de même que sur le financement intercalaire, payés avant la livraison de la production doivent être inclus dans le devis de production. Les intérêts courus après la livraison de la production doivent être inclus dans le plafond de 10 % des dépenses de distribution.
- 1.8 Les distributeurs doivent tenir leur comptabilité conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le FCT se réserve le droit inconditionnel, sans limitation de temps, de vérifier les livres comptables d'un distributeur pour une production.
- 1.9 Aucune disposition ne doit limiter le droit du producteur de contester les rapports sur les revenus d'une production.
- 1.10 Le producteur doit aussi prévoir dans son devis de production les ressources requises pour acheter les droits d'exploitation, à perpétuité pour le Canada et pour au moins cinq années dans le reste du monde. À moins d'avoir obtenu l'approbation du FCT, les droits d'exploitation doivent être obtenus pour tous les éléments de la production, dont la musique, le métrage d'archives, les vedettes, les scénaristes, etc. Les droits d'exploitation doivent être acquis pour une période d'au moins cinq ans pour tous les territoires dans lesquels des préventes ont été effectuées ou pour lesquels un distributeur a acquis les droits d'exploitation. Le coût d'achat de droits d'exploitation pour une période prolongée n'est pas inclus dans le calcul du plafond des dépenses de distribution.
- 1.11 L'état des revenus doit être soumis à Téléfilm Canada pour le FCT sur une base semestrielle.
- 1.12 Les ententes de distribution doivent prévoir une disposition permettant au producteur de récupérer les droits de distribution d'une production en cas de faillite ou d'insolvabilité du distributeur.

- 1.13 Toutes les ententes de distribution conclues avec un producteur ne peuvent être reconduites qu'avec l'approbation écrite du producteur et du distributeur.
- 1.14 Les ententes de distribution doivent inclure une disposition selon laquelle toutes les dépenses déduites sont nettes de toute aide financière non récupérable que le distributeur a reçue du FCT ou de toute autre source.